

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES
(C. P. S.)

SOMMAIRE

ARTICLE N° 1 :OBJET DU MARCHÉ ET MODE DE PASSATION
ARTICLE N°2 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ
ARTICLE N°3 : AUTRES TEXTES APPLICABLES.
ARTICLE N° 4 : NATURE ET CARACTÈRE DES PRIX
ARTICLE N° 5 : DROITS DE TIMBRES ET ENREGISTREMENT
ARTICLE N° 6: PROMOTION DE L'EMPLOI LOCAL
ARTICLE N° 7 : DÉLAI D'EXECUTION
ARTICLE N° 8 : PÉNALITÉS DE RETARD
ARTICLE N° 9 : RETENUE À LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ÉTRANGERS NON RÉSIDENTS AU MAROC
ARTICLE N° 10 : CAUTIONNEMENTS PROVISOIRE ET DÉFINITIF
ARTICLE N° 11 : RÉCEPTIONS DÉFINITIVE
ARTICLE N° 12 : MODE DE RÈGLEMENT
ARTICLE N° 13 : MODALITÉS DE PAIEMENT
ARTICLE N° 14 : BREVETS
ARTICLE N° 15 : SOUS TRAITANCE
ARTICLE N° 16 : DOMICILE DU TITULAIRE
ARTICLE N° 17 : VALIDITÉ DU MARCHÉ
ARTICLE N°18 : DÉLAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ
ARTICLE N° 19 : DÉLAI ET RETENUE DE GARANTIE
ARTICLE N° 20 : RESTITUTION DES CAUTIONNEMENTS PROVISOIRE ET DÉFINITIF
ARTICLE N° 21 : MOYENS
ARTICLE N° 22 : NANTISSEMENT
ARTICLE N° 23 : ASSURANCE ET RESPONSABILITÉS
ARTICLE N° 24 : RÈGLEMENT DES CONTESTATIONS
ARTICLE N° 25 : RÉSILIATION DU MARCHÉ
ARTICLE N° 26 : MESURES COERCITIVES
ARTICLE N° 27 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LA CORRUPTION ET LE CONFLIT D'INTÉRÊTS
ARTICLE N° 28 : AVANCES

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPÉCIALES

Marché n° / 2025

Passé en application de l'article n° 19 du décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 Mars 2023) relatif aux marchés publics.

Entre les soussignés :

D'une part :

L'OFFICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA PROMOTION DU TRAVAIL (O.F.P.P.T.), représenté par son Directeur Général,

Et,

D'autre part :

La société :

- Titulaire du compte (à la Trésorerie Générale, bancaire, ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à.....(localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro.....

- Adresse du siège social de la société :

- Adresse du domicile élu :

- Affiliée à la CNSS sous le n° :

- Inscrite au registre de commerce de(localité) sous le n° :

- Patente n° :

- Identification fiscale n° :

- Identifiant commun de l'Entreprise (ICE) n° :

- Représentée par :

Monsieur

Agissant au nom et pour le compte de ladite société en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés,

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE N° 1 : OBJET DU MARCHÉ ET MODE DE PASSATION

Le présent Marché a pour objet « **Assistance technique pour le développement de contenus e-learning dans le domaine du textile et de l'habillement.** »

Il est passé en application de l'alinéa 1 du paragraphe I-1 et de l'alinéa a) du paragraphe I-3 de l'article 19 et de l'alinéa b) du paragraphe 3 de l'article 20 du décret relatif aux marchés publics.

ARTICLE N°2 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Les documents contractuels sont par ordre de priorité :

- 1- L'acte d'engagement,
- 2- Le présent cahier des prescriptions spéciales complété par l'offre technique du titulaire,
- 3- Le bordereau des prix - détail estimatif,
- 4- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'Etudes et de Maîtrise d'œuvre passées pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO), approuvé par le décret n° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (04 Juin 2002).

En cas de contradiction entre les documents constitutifs du marché, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE N°3 : AUTRES TEXTES APPLICABLES.

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions notamment des textes suivants :

- 1- Le Décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics ;
- 2- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'Etudes et de Maîtrise d'œuvre passées pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO), approuvé par le décret n° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (04 Juin 2002).
- 3- La loi n°69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes (B.O. n°5170 du 18/12/2003) ;
- 4- Le Décret Royal n° 330-66 du 10 Moharrem 1387 (21 Avril 1967) portant règlement général de la comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété ;
- 5- Le dahir n° 1-15-05 du 29 Rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n°112-13 relative au nantissement des marchés publics ;
- 6- Le dahir n°1.85.347 du 20/12/1985 relatif à l'institution générale de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ;
- 7- L'arrêté 2-3663 du 13 /07/2005 portant organisation financière et comptable de l'OFPPT ;
- 8- Les textes officiels réglementant la main d'œuvre et les salaires ;
- 9- La décision du Ministre des Finances et de la Privatisation - DEPP n° 2-0610 du 26 Février 2008 fixant le visa préalable du contrôleur d'Etat de l'OFPPT pour les marchés de fournitures et de prestation de service dont le montant est supérieur à 1 000 000,00 DH.
- 10- L'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'Économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 Juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatives aux marchés publics.

Ainsi que tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés publics rendus applicables à la date limite de réception des offres.

ARTICLE N° 4 : NATURE ET CARACTERE DES PRIX

A- Nature des prix :

Le présent marché est à prix forfaitaire.

Les sommes dues au titulaire sont calculées par application des prix forfaitaires portés au bordereau des prix détail estimatif, joint au présent cahier des prescriptions spéciales, aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

B- Caractère des prix

Les prix des prestations objet du présent marché sont fermes.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au prestataire de services une marge pour bénéfices et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix de règlement.

ARTICLE N° 5 : DROITS DE TIMBRES ET ENREGISTREMENT

Le titulaire acquitte les droits de timbre dus au titre du marché conformément à la législation en vigueur.

ARTICLE N° 6 : PROMOTION DE L'EMPLOI LOCAL

Le titulaire du marché s'engage à recourir à la main-d'œuvre locale pour l'exécution des prestations objet du marché.

Le cahier des prescriptions spéciales fixe le taux de recours à la main-d'œuvre locale à vingt pour cent (20%) de l'effectif requis pour la réalisation de ces prestations.

Au sens du présent article, on entend par « main d'œuvre locale » la main d'œuvre issue du commun lieu d'exécution des prestations objet du marché ou, le cas échéant, de la préfecture ou de la province ou de la Région.

ARTICLE N° 7 : DELAI D'EXECUTION

Le présent Appel d'Offre est conclu pour une durée totale de **6 mois**. Le délai de la réalisation court à partir de la date prévue par l'ordre de service prescrivant le commencement de la réalisation de la prestation.

Le prestataire s'engage à démarrer l'exécution des prestations, après réception de l'ordre de service du maître d'ouvrage.

ARTICLE N° 8 : PENALITES DE RETARD

Le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un pour mille (1/1000) par jour calendaire de retard, calculé sur la base du montant **initial du marché**, avec prise en compte des éventuels avenants.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au prestataire de services.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le prestataire de services de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Le montant global des pénalités au titre des retards est plafonné à dix pour cent (10 %) du montant initial du marché augmenté le cas échéant du montant des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable du titulaire et sans préjudice de l'application des autres mesures coercitives prévues à l'article 52 du CCAG-EMO.

ARTICLE N° 9 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC

Une retenue à la source au titre de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu, le cas échéant, fixée au taux de dix pour cent (10 %), sera prélevée sur le montant hors taxe sur la valeur ajoutée des prestations réalisées au Maroc dans le cadre du marché.

ARTICLE N° 10 : CAUTIONNEMENTS PROVISoire ET DEFINITIF

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à 5000,00 DH.

Le cautionnement provisoire reste acquis au maître d'ouvrage notamment dans les cas cités à l'article 24 du Décret n°2-22-431 du chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics et à l'article 15 du CCAG-EMO.

Le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché selon les dispositions de l'article 16, paragraphe 1 du CCAG-EMO.

Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant initial du marché.

Si le prestataire ne réalise pas le cautionnement définitif dans un délai de 30 jours qui suivent la notification de l'approbation du présent marché, le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis au maître d'ouvrage.

Le cautionnement définitif peut être saisi éventuellement conformément aux dispositions de l'article 15, paragraphe 2 du CCAG -EMO.

Le cautionnement définitif sera restitué, sauf les cas d'application de l'article 52 du CCAG-EMO, ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois (3) mois suivant la date de la réception définitive des prestataires s'il a rempli toutes ses obligations vis-à-vis du maître d'ouvrage conformément aux dispositions de l'article 16, paragraphe 2 du CCAG -EMO.

ARTICLE N° 11 : RECEPTIONS DEFINITIVE

Réception définitive:

Les différentes prestations faisant l'objet du marché, sont soumises à des vérifications destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations prévues dans le marché.

A l'achèvement des prestations, une réception définitive est prononcée par le maître d'ouvrage après réception et validation des livrables par la commission désignée.

Cette réception sera sanctionnée par un procès-verbal de réception et validation définitive qui sera établi et signé par l'OFPPT.

ARTICLE N° 12 : MODE DE REGLEMENT

Les prestations relatives à ce marché seront réglées après service fait et après réception et validation des livrables attendus, selon le tableau ci-dessous :

Phase du projet	Livrables attendus	Consistance	Paieiment
Analyse, conception, développement, intégration des contenus e-learning de 20 modules	-Cahier des charges détaillant les spécifications pédagogiques et techniques. - Storyboards validés pour tous les modules. - Scripts pédagogiques finalisés et validés. -Vidéos introductives : Présentation des objectifs et du contenu de chaque module e-learning.	Forfait	Après réception et validation des livrables attendus

Phase du projet	Livrables attendus	Consistance	Paielement
	<ul style="list-style-type: none"> - Modules e-learning développés et conformes aux standards SCORM norme 2004 /XPI et des vidéos MP4. Chaque module de formation se compose de plusieurs éléments de compétence. Chaque élément de compétence doit faire l'objet : <ul style="list-style-type: none"> • D'une scénarisation pédagogique validée (objectifs, contenus, activités, évaluations); <ul style="list-style-type: none"> • D'un package SCORM conforme, au minimum en version SCORM 2004. -Quiz interactifs. - Tests d'accessibilité et de compatibilité technique réalisés avec un rapport de test à la fin. -Guide d'utilisation rédigé. -Formation dispensée aux utilisateurs avec un rapport de fin formation. -Rapport de fin 		

ARTICLE N° 13 : MODALITES DE PAIEMENT

Le titulaire adressera à l'OFPT les factures en cinq exemplaires portant le cachet et la signature du titulaire du marché pour les prestations réalisées.

Le prestataire doit impérativement établir une facture conformément aux dispositions de l'article 146 du Code Général des Impôts et des dispositions de l'article 78-2 de la loi 69-21 modifiant la loi n° 15-95 formant code de commerce et édictant des dispositions particulières relatives aux délais de paiement.

Tout dépôt non conforme à la réglementation sera considéré comme nul et non avenu.

Le règlement des prestations réalisées ne devient exigible qu'à la suite de la constatation du service fait et le dépôt des factures auprès du bureau d'ordre de l'Office, au plus tard à la fin du mois de constatation du service fait ou du PV de réception.

Un délai maximum de paiement des prestations réalisées, est de **120 jours** à compter de la date de la constatation du service fait ou de PV de réception.

Tout retard ou défaut de dépôt de la facture est passible d'une amende équivalente à l'amende applicable au MO dans le cadre la loi n° 69-21 précitée.

Les sommes dues au titulaire seront réglées à son compte dont le numéro est précisé dans le marché.

Tout changement du numéro de compte doit faire l'objet d'un avenant.

ARTICLE N° 14 : BREVETS

Le titulaire garantira l'OFPT, contre toute réclamation des tiers touchant à la contrefaçon ou à l'exploitation non autorisée d'un brevet, d'une marque commerciale ou des droits de création.

En cas d'actions dirigées contre le maître d'ouvrage par des tiers titulaires de brevets, modèles, dessins, marques de fabrique de commerce ou de services ou de prestations objet du marché, il sera fait recours aux dispositions de l'article 21 du CCAG-EMO.

ARTICLE N° 15 : SOUS TRAITANCE

Toute sous-traitance éventuelle au titre de ce marché se fera dans les conditions de l'article n°151 du décret n°2-22-431 du 15 Chaâbane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics. Si le prestataire envisage de sous-traiter une partie du marché, il doit notifier au maître d'ouvrage :

- L'identité, la raison sociale ou la dénomination et l'adresse du ou des sous-traitants ;
- Dossier administratif des sous-traitants ainsi que leurs références techniques et financières ;
- La nature des prestations et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ;
- Le pourcentage des dites prestations, par rapport au montant du marché
- Une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance ;

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents telles que prévues à l'article 27 du décret n°2-22-431 du 08 mars 2023.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché.

Les prestations réputés former corps d'état principal portent sur le développement des contenus e-learning.

Le titulaire du marché est tenu, lorsqu'il envisage de sous-traiter une partie du marché, de la confier à des prestataires installés au Maroc et notamment à des petites et moyennes entreprises conformément à l'article 151 du décret n°2-22-431 précité.

Le titulaire du marché est tenu de présenter au maître d'ouvrage les documents justifiant le paiement, par ses soins, des sommes dues au sous-traitant au fur à mesure de l'exécution des prestations sous-traitées.

ARTICLE N° 16 : DOMICILE DU TITULAIRE

Le titulaire du marché est tenu d'élire domicile au Maroc qu'il doit indiquer dans l'acte d'engagement ou le faire connaître au maître d'ouvrage dans le délai de quinze (15) jours à partir de la notification, qui lui est faite, de l'approbation de son marché.

En cas de changement de domicile, le titulaire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE N° 17 : VALIDITE DU MARCHE

Le marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après sa signature par l'autorité compétente de l'OFPPPT ou par son délégataire dûment désigné et son visa par le Contrôleur d'Etat, lorsque ledit visa est requis.

ARTICLE N°18 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

L'approbation du marché doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante (60) jours à compter de la date d'ouverture des plis. Les conditions de prorogation de ce délai sont fixées par les dispositions de l'article 143 du décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

ARTICLE N° 19 : DELAI ET RETENUE DE GARANTIE

Pour le présent marché il n'est prévu ni délai ni retenue de garantie.

ARTICLE N° 20 : RESTITUTION DES CAUTIONNEMENTS PROVISoire ET DEFINITIF

En application des dispositions de l'article 16 du CCAG-EMO, le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché ou la caution qui le remplace est libérée après que le titulaire aura réalisé le cautionnement définitif.

Le cautionnement définitif est restitué, sauf les cas de l'application de l'article 52 du CCAG-EMO, par le maître d'ouvrage dans les trois (3) mois suivant l'achèvement du délai contractuel du marché.

ARTICLE N° 21 : MOYENS

En application de l'article 18 du CCAG-EMO, le titulaire est tenu d'affecter à l'exécution des prestations objet du marché, les moyens en personnel et en équipement nécessaires à sa mission (Ressources humaines qualifiées, logistique, espace de formation, restauration des formateurs ; outils ...).

Sauf dans le cas où l'OFPPT en aurait décidé autrement, le titulaire ne peut apporter aucun changement au personnel proposé dans son offre.

Si le maître d'ouvrage découvre qu'un des membres du personnel du titulaire s'est rendu coupable d'un manquement sérieux et/ou poursuivi pour délit ou crime ou s'il a des raisons suffisantes de n'être pas satisfait de la performance d'un des membres du personnel, le titulaire devra, sur demande motivée de l'OFPPT, fournir immédiatement un remplaçant dont les qualifications et l'expérience doivent, au moins, être égales à celles de la personne à remplacer.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité du fait de ces changements

ARTICLE N° 22 : NANTISSEMENT

En cas de nantissement du marché, le Maître d'ouvrage remet au titulaire du marché, sur sa demande et contre récépissé, une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signée et indiquant que ladite copie est délivrée en unique exemplaire destiné à former titre pour le nantissement du marché public, conformément aux dispositions du dahir n° 1-15-05 du 29 Rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics, étant précisé que :

1. La liquidation des sommes dues par l'Office de la formation Professionnelle et de la Promotion du Travail en exécution du présent marché sera opérée par les soins du Directeur Général de l'OFPPT ou son délégué ;
2. Le fonctionnaire chargé de fournir au titulaire du futur marché ainsi qu'à bénéficiaire des nantissemments ou subrogations les renseignements, qui ont été prévus à l'article 8 du dahir susvisé, est le Directeur Général de l'OFPPT ou son délégué ;
3. Les paiements prévus au présent marché seront effectués par le Trésorier Payeur de l'OFPPT seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché.

Les frais de timbre et d'enregistrement de l'original du présent marché ainsi que de l'exemplaire unique sont à la charge du titulaire du marché.

ARTICLE N° 23 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

Le prestataire de services doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement des prestations de services, les attestations de polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et ce, conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO tel qu'il a été modifié et complété.

ARTICLE N° 24 : REGLEMENT DES CONTESTATIONS

En cas de contestation entre l'administration et le titulaire, il sera fait recours à la procédure prévue par les dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Services portant sur les prestations d'Etudes et de Maitrise d'Œuvre (CCAG-EMO).

Si cette procédure ne permet pas le règlement du litige, celui-ci sera soumis à la juridiction marocaine compétente statuant en matière administrative.

ARTICLE N° 25 : RESILIATION DU MARCHÉ

Le marché peut être résilié par l'OFPPPT de plein droit dans tous les cas de figure prévus par les textes en vigueur, le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'Etudes et de Maîtrise d'œuvre passées pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO), approuvé par le décret n° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (04 Juin 2002).

ARTICLE N° 26 : MESURES COERCITIVES

Lorsque le titulaire ne se conforme pas, soit aux stipulations du marché, soit aux ordres de service qui lui sont donnés par l'OFPPPT, l'autorité compétente le met en demeure d'y satisfaire dans un délai de quinze (15) jours à dater de la notification de la mise en demeure. Les dispositions de l'article 52 du CCAG-EMO sont appliquées.

ARTICLE N° 27 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LA CORRUPTION ET LE CONFLIT D'INTERETS

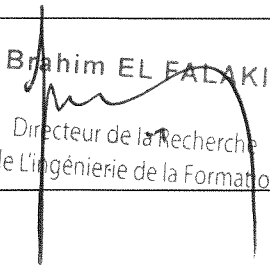
Le soumissionnaire de services ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le soumissionnaire de services ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

ARTICLE N° 28 : AVANCES

Conformément au décret n°2-14-272 du 14 Rajab 1435 (14 Mai 2014) relatif aux avances en matière des marchés publics, le titulaire du marché n'a droit à aucune avance.

LE SOUMISSIONNAIRE	LE MAITRE D'OUVRAGE
Lu et accepté	 Brahim EL FALAKI Directeur de la Recherche et de l'Ingénierie de la Formation

CAHIER DES SPECIFICATIONS
TECHNIQUES
(C.P.T)

SOMMAIRE

1. Informations générales

1.1. Contexte général

2. Objectifs et Modalités d'Intervention et de Suivi de l'assistance technique

2.1. Cadre

2.2. Objectifs

2.3. Consistance de l'assistance technique

2.4. Exigences techniques

2.5. Résultats attendus de l'assistance technique

2.6. Cadre de l'intervention

2.7. Comité de pilotage

2.8. Comités de suivi de réception et de validation

ANNEXES

ANNEXE 1 : Bordereau des prix / Détail estimatif

ANNEXE 2 : Modèle de curriculum vitae

ANNEXE 3 : Tableau de répartition des experts techniques sur le projet

1. Informations générales

1.1. Contexte général

Dans le cadre du Programme de Développement Économique Nord-Est conduit en partenariat avec la Banque mondiale, l'OFPPT déploie un dispositif intégré visant le renforcement des compétences de la main-d'œuvre jeune et la mise à niveau d'établissements de formation de la région de l'Oriental. Ce programme s'inscrit dans la composante 2.1 « Renforcement des compétences de la main-d'œuvre jeune » et structure ses interventions autour d'actions convergentes d'infrastructures, d'équipements, d'assistance technique et d'ingénierie de formation, avec un pilotage conjoint et un suivi rigoureux des réalisations.

Le cadrage s'appuie sur un diagnostic national et régional : malgré des progrès marquants, persistent des défis en matière d'emploi, d'inégalités spatiales, de participation des jeunes et des femmes au marché du travail, ainsi qu'une évolution rapide de la demande en compétences vertes et numériques. Ces éléments appellent une réponse intégrée combinant développement d'offres de formation adaptées, outillage pédagogique moderne et accompagnement à l'orientation et à l'insertion.

Le périmètre opérationnel couvre six EFP de la région : ISTA Nador, ISTA Taourirt, ISTA Sidi Maafa (Oujda), ISTA Berkane, CQP Berkane et ISTA Lazaret (Oujda). Les interventions prévues portent, selon les sites, sur des travaux de réhabilitation, des acquisitions d'équipements, une assistance technique et une ingénierie de formation, ainsi que la formation des formateurs ; à l'ISTA Lazaret, l'effort se concentre sur l'équipement et la formation des formateurs.

Sur le plan sectoriel, les actions d'ingénierie et de renforcement des capacités ciblent notamment le Textile & Habillement — secteur stratégique et résilient — avec : (i) développement de contenus e-learning, (ii) capsules vidéo d'archivage métier, (iii) vidéos interactives, (iv) supports de formation à distance, et (v) formation technico-pédagogique des formateurs et échanges d'expertise.

2. Objectifs et Modalités d'Intervention et de Suivi de l'assistance technique

2.1. Cadre

L'assistance technique s'inscrit dans le dispositif global de mise à niveau de l'offre de formation de l'OFPPT. Elle vise à accompagner l'OFPPT dans le développement de ressources pédagogiques innovantes et adaptées aux besoins émergents du secteur Textile & Habillement, en cohérence avec les priorités nationales en matière de formation professionnelle et d'insertion des jeunes.

L'intervention porte spécifiquement sur la conception et la production de contenus e-learning destinés à renforcer l'attractivité et la qualité des parcours de formation. Ces contenus devront :

- Traduire les programmes de formation en modules numériques interactifs et structurés ;
- Intégrer des approches multimédias diversifiées (vidéos, animations, exercices interactifs) afin de favoriser l'ancrage des apprentissages ;
- Être accessibles sur la plateforme de l'OFPPT, en conformité avec les standards techniques et pédagogiques adoptés ;

L'assistance technique sera menée en étroite collaboration avec les équipes pédagogiques et techniques de l'OFPPT, selon une démarche participative garantissant l'alignement sur les besoins de formation, la cohérence avec les orientations sectorielles, ainsi que la transférabilité des solutions vers d'autres établissements.

2.2. Objectifs

Le projet, objet cette assistance technique, vise à accompagner l'OFPPT dans **le développement de contenus e-learning dans le domaine du textile et d'habillement**. L'objectif est de développer des contenus E-learning adaptés aux besoins du domaine, alignés sur les standards professionnels, tout en intégrant les savoir-faire traditionnels et les techniques modernes de textile et habillement.

Objet de la prestation

La présente prestation concerne l'analyse, la conception, le développement et l'intégration des contenus e-learning, en vue de fournir une solution pédagogique numérique conforme aux normes internationales d'apprentissage en ligne. L'objectif est d'assurer une formation interactive et efficace en intégrant des modules e-learning adaptés aux besoins des stagiaires et des formateurs.

2.3. Consistance de l'intervention

Le prestataire devra réaliser l'ensemble des tâches nécessaires à la mise en œuvre des contenus e-Learning relatifs à **20 modules**, incluant :

- Cahier des charges détaillant les spécifications pédagogiques et techniques, en matière de développement des contenus e-learning, incluant une étude des profils utilisateurs et des exigences pédagogiques.
- La conception pédagogique et l'élaboration des story-boards détaillés pour chaque module identifié, définissant la structure, le scénario pédagogique et les interactions prévues.
- Le développement des scripts et leur adaptation au format e-learning pour chaque module, détaillant les narrations, dialogues et instructions pédagogiques.
- Vidéos introductives : Présentation des objectifs et du contenu de chaque module e-learning.
- Chaque module de formation se compose de plusieurs éléments de compétence. Chaque élément de compétence doit faire l'objet :
 - D'une scénarisation pédagogique validée (objectifs, contenus, activités, évaluations);
- D'un package SCORM conforme, au minimum en version SCORM 2004
- La production des contenus sous format SCORM norme 2004/XPI et des vidéos MP4 pour chaque module, garantissant une compatibilité et une interaction avec les plateformes LMS existantes.
- La création des quiz interactifs pour chaque module afin d'évaluer les connaissances des apprenants.
- L'exécution des tests de fonctionnalités et la validation de l'intégration des contenus sur la plateforme cible avec un rapport de test à la fin.
- L'élaboration d'un guide d'utilisation à destination des stagiaires et des formateurs, facilitant la prise en main des ressources développées.
- Formation dispensée d'un groupe d'utilisateurs (formateurs, formateurs animateurs...) avec élaboration d'un rapport de fin formation.
- Rapport de fin.

2.4. Exigences techniques

Le prestataire devra garantir :

Pertinence des contenus :

- Alignement des modules sur les référentiels de formation des secteurs concernés.
- Cohérence entre les objectifs pédagogiques définis et les résultats attendus.

Interactivité des modules :

- Intégration d'activités engageantes, telles que des quiz, simulations, études de cas et jeux sérieux.
- Capacité des modules à stimuler la réflexion et la participation active des apprenants.

Clarté et organisation :

- Présentation structurée et logique des contenus.
- Utilisation d'un langage clair et adapté au niveau des apprenants.

Respect des normes SCORM/xAPI :

- Assurer l'interopérabilité et la traçabilité des données d'apprentissage sur la plateforme OFPPT Academy.
- Garantir Compatibilité avec les systèmes de gestion de l'apprentissage (LMS) existants.

Compatibilité multiplateforme :

- Accessibilité fluide sur divers appareils, incluant ordinateurs, tablettes et smartphones.
- Adaptabilité aux différents navigateurs et systèmes d'exploitation.

Performances techniques :

- Vitesse de chargement des modules optimisée pour une expérience utilisateur sans interruption.
- Absence de bugs techniques ou d'incohérences dans le contenu.

Ergonomie des modules :

- Interfaces intuitives, claires et facilement navigables.
- Structuration des informations pour minimiser les efforts cognitifs des utilisateurs.

Guidage utilisateur :

- Intégration d'instructions simples et claires à chaque étape.
- Présence d'une aide en ligne ou d'un support intégré pour répondre aux questions fréquentes.

Accessibilité :

- Respect des normes WCAG pour garantir l'accès aux apprenants ayant des besoins spécifiques.
- Options de personnalisation, telles que le réglage des polices et couleurs.

2.5. Résultats attendus de l'assistance technique

Phase	Activités	Résultats attendus
Analyse, Conception, Développement, Intégration et Accompagnement des contenus e-learning de 20 modules	<p>Cahier des charges détaillant les spécifications pédagogiques et techniques.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Storyboards validés pour tous les modules. - Scripts pédagogiques finalisés et validés. - Vidéos introductives : Présentation des objectifs et du contenu de chaque module e-learning. - Modules e-learning développés et conformes aux standards SCORM norme 2004 et des vidéos MP4. - Quiz interactifs. - Tests d'accessibilité et de compatibilité technique réalisés avec un rapport de test à la fin. - Guide d'utilisation. - Formation dispensée aux utilisateurs avec un rapport de fin formation. - Rapport de Fin. 	<ul style="list-style-type: none"> - Pour les 7 modules : Cahier des charges détaillant les spécifications pédagogiques et techniques. - Storyboards validés pour tous les modules. - Scripts pédagogiques finalisés et validés pour chaque module. - Vidéos introductives : Présentation des objectifs et du contenu de chaque module e-learning. <p>Chaque module de formation se compose de plusieurs éléments de compétence. Chaque élément de compétence doit faire l'objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> • D'une scénarisation pédagogique validée (objectifs, contenus, activités, évaluations); • D'un package SCORM conforme, au minimum en version SCORM 2004. <ul style="list-style-type: none"> - Modules e-learning développés pour chaque module et conformes aux standards SCORM norme 2004 et des vidéos MP4. - Quiz interactifs. - Tests d'accessibilité et de compatibilité technique réalisés avec un rapport de test à la fin. - Guide d'utilisation. - Formation dispensée aux utilisateurs avec un rapport de fin formation. - Rapport de Fin.

2.6. Cadre de l'intervention

L'intervention, objet de ce projet, est domiciliée au sein de la Direction de la Recherche et de l'Ingénierie de la Formation (DRIF), à Casablanca.

2.7. Comité de pilotage

Il sera institué un Comité de pilotage du projet présidé par le Directeur de la recherche et de l'ingénierie de la formation qui en fixera la composition (DRIF) dont la mission est de veiller sur le pilotage de la mise en œuvre du projet. Ce Comité, se réunira chaque fois que nécessaire.

2.8. Comités de suivi de réception et de validation

Un comité qui sera constitué par décisions du DRIF, assurera le suivi, l'examen de l'exécution des différentes prestations qui lui ont été affecté. A cet effet, il sera chargé de :

- Examiner et émettre son avis et observations sur les livrables élaborés par le prestataire
- Etablir le PV de réception définitive.

ANNEXES

Annexe 1 : **Bordereaux des prix / détail estimatif**

Annexe 2 : **Modèle de Curriculum Vitae**

Annexe 3 : **Tableau de répartition des experts techniques sur le projet**

ANNEXE 1 :

Bordereau des prix / Détail estimatif

Développement des contenus e-learning dans le domaine de textile et d'habillement.

Prix n° (1)	Phase (2)	Unité (3)	Quantité (4)	Prix unitaire en Hors TVA En chiffre(5)	Prix Total en Hors TVA en chiffres (6) = (4) x (5)
	Développement des contenus e-learning				
2.1	Analyse, conception, développement, intégration des contenus e-learning de 20 modules	Forfait	1		
Total en Hors TVA					
Total TVA (Taux 20 %)					
Montant Total (compris TVA)					

Fait à.....leSignature et cachet du (concurrent)

[Handwritten signature]

Expérience spécifique dans la région :

Pays	Date de début- Date de fin	Contenu

Expérience professionnelle

De (date à date)	Lieu	Entreprise	Fonction

Autres informations utiles (par exemple, publications)

ANNEXE 3 : Tableau de répartition des experts par domaine

Domaines	Expert 1	Expert 2	Expert 3